



19

Au sommaire de ce numéro

La mondialisation (F. Lorfon commente Stiglitz). Points de vue sur le Blairisme.....2
 L'idéologie sarkozienne, par Guy Gourevitch3
 La première victime. Education populaire. Menaces sur l'humanité à l'ère des prédateurs.....4
 Exigeons un nouveau referendum européen. (groupe europe).Je suis riche (Olivier Toffin)5
 Alors c'est fini (Michèle Bernard). ;Agenda ; adresses utiles.....6

Vous avez dit « inégalités » ?

IMPORTANT

Il n'est pas trop tard pour renouveler votre cotisation à ATTAC si ce n'est déjà fait

(comme vous le savez, notre association a de gros problèmes financiers)

Adressez-nous vos réactions, vos commentaires, vos analyses, vos questions, vos réponses, vos coups de cœur, vos coups de gueule.

Sur ATTAC, sur l'actualité, sur une émission, un film, un livre.

De trois lignes à une page.

Dans le respect des règles de toute publication, et dans la limite impartie (6 pages), nous les publierons.

Le prochain numéro paraîtra le 15 décembre : à vos plumes ! N'attendez pas le dernier moment...

Ce numéro vous a intéressé ? Ne soyez pas égoïste, faites en profiter vos amis.

« Ce que veulent les pauvres n'est finalement pas très éloigné de ce que possèdent les riches. »
Coluche.

Savez-vous ce que sont les « HNWI » ? Cette abréviation ne désigne pas des extra-terrestres, mais des « High Net Worth Individuals », c'est-à-dire mot-à-mot, « des personnes de grande valeur » (au sens de la valeur des capitaux détenus, évidemment, comme si il pouvait y avoir d'autres valeurs).

Les HNWI, donc, sont définis comme des individus à la tête d'au moins **10 millions de \$**, hors résidence principale et biens consommables courants (tels qu'une Mercedes, par exemple). Des études récentes établissent qu'il y a à peu près 9,5 millions de ces cas sociaux dans le monde.

Mais il y a mieux : les « UHNWI » avec un U comme « ultra ». Ceux-là détiennent au moins **300 millions de \$** d'actifs ; ils sont environ cent fois plus rares, soit 95 000 aujourd'hui.

Vous qui payez des franchises de soins, on vous rassure, la tendance est à la hausse. Celle-ci est particulièrement rapide en Inde, suivie de près par Singapour, Taïwan, la Chine, et l'Indonésie. On observe par exemple en Chine la naissance de 70 nouveaux millionnaires ... par jour. Ca doit rassurer les paysans du Sichuan.

Le secteur le plus bénéficiaire de cette catégorie de consommateurs, hormis bien entendu les fabricants de yachts et les gestionnaires de clubs de luxe, est le marché de l'Art. Ainsi, le bienheureux PDG de Christie's ne se fait « absolument pas de souci pour les dix ans à venir ». On voit ici à quel point la culture n'est pas un vain mot dans notre mondialisation financière.

Et en France ? Un intéressant article du journal de gauche « Challenges », nous donne des informations précieuses : **le total des 500 plus grandes fortunes professionnelles en France est passé de 200 Mds à 280 Mds d'Euros en ... 1 an.** Ce total pèse aujourd'hui l'équivalent de 15% du PIB français, contre 6% il y a dix ans. Au cours de cette période, ce patrimoine a triplé, en progressant seulement trois fois plus vite que la richesse nationale.

Bernard Arnault, par exemple, a vu sa fortune passer de 3,3 Mds à 23 Mds ; heureusement, son ISF devrait être désormais sensiblement allégée. Les suivants sont nettement moins privilégiés : **Gérard Mulliez** (Auchan) ne dispose que de 17 Mds, **Liliane Bettancourt** (L'Oréal), avec 15 Mds, a régressé dans le classement, **Roman Zaleski** (homme d'affaires franco-polonais, pour ceux qui ne le connaissent pas) possède modestement 9,1 Mds, **Bolloré** 4,3 Mds (yacht d'invitation du Président non compris), et **Arnaud Lagardère**, malgré sa connaissance approfondie du cours de l'action EADS, ne dispose que de 802 millions.

« Challenges » découvre que **l'origine de cet enrichissement général des fortunes provient de la flambée des cours de bourse, de la multiplication des opérations de rachat d'entreprises, notamment par LBO, et du retour en grâce des valeurs d'Internet.** A Attac, on est totalement surpris.

A l'instar de quelques célébrités de gauche, nous sommes prêts à venir en aide à notre Président, qui se disait dernièrement incapable de fabriquer de l'argent, et donc contraint d'en rechercher en faisant des économies. On peut par exemple lui suggérer une franchise, légère, sur l'accumulation du capital ; 1% seulement permettrait de rendre la Sécu largement excédentaire.

Etonnant, non ?

Guy Gourevitch

La mondialisation : Frédéric Lordon commente Joseph Stiglitz.

Notes de lecture de Jean-Paul Allétru

Dans le numéro 35 de la revue « l'économie politique », éditée par Alternatives économiques, Frédéric Lordon, CNRS, Bureau d'économie théorique et appliquée, développe, à partir d'une critique d'un ouvrage de Joseph Stiglitz, une intéressante réflexion sur la mondialisation.

Joseph Stiglitz, qui a été économiste en chef à la Banque mondiale, ose dire, maintenant qu'il a été consacré par le « prix Nobel de l'économie », des choses qu'il ne disait pas avant, dans son livre « Un autre monde. Contre le fanatisme de marché » (Fayard, 2006).

La déréglementation forcée, dit Stiglitz, qui parle de « **fanatisme de marché** », n'a aucune des vertus que lui prêtent ses cautions « scientifiques » néoclassiques.

La mondialisation est une affaire politique, nous dit Stiglitz. Elle **n'est pas un processus soutenable sans des régulations institutionnelles qu'il appartient au politique d'installer**. Le commerce international est une arène plutôt sauvage : rapports de puissance, violence des conflits, rudesse des affrontements, dont ne rendent compte que sous une forme très édulcorée les vocables d' « offre » et de « demande ».

« Les règles [de l'OMC] sont fixées par marchandage, notamment entre pays pauvres et pays riches, et dans ce genre de marchandage ce sont généralement les riches et les puissants qui l'emportent », observe Stiglitz. « Après coup, beaucoup de pays en développement ont eu le sentiment de s'être laissé duper en acceptant le grand marchandage : les pays développés n'avaient pas fait leur part du chemin. Les quotas sur le textile resteraient en place pour dix ans et la fin des subventions agricoles n'était pas en vue ».

« Les négociateurs recherchent simplement l'équilibre des intérêts rivaux », observe Stiglitz. Et Frédéric Lordon souligne qu'en l'état actuel des choses, l'OMC ne peut faire autrement. Car « une instance ne peut faire plier des intérêts particuliers et arbitrer entre eux, c'est-à-dire faire davantage qu'enregistrer la domination des plus puissants, qu'à la condition d'être adossée à une communauté politique constituée. » Et « **pour l'heure, à l'étage de la mondialisation, il n'y a aucune communauté politique** de cette sorte, dont on ne connaît d'ailleurs guère que la forme *Etat* ».

« Il y a matière à regretter que la « pensée économiste », qui prend une si large part à l'impulsion de ces aventures risquées que sont la construction européenne ou la mondialisation, soit si ignorante de la grammaire profonde du politique ». « L'euro ni le grand marché n'ont engendré ipso facto la *société européenne* ». En matière de constitution des communautés politiques, Spinoza nous enseigne que « la multitude vient à s'accorder comme par une seule âme sous la conduite non de la raison, mais de quelque affect commun : crainte commune, espoir commun, ou l'impatience de venger quelque dommage subi en commun ». Le réchauffement climatique engendrera-t-il cet affect commun ? Nous en sommes encore loin. « De même les dégâts sociaux de la sous-institutionnalisation du capitalisme mondialisé sont-ils encore trop hétérogènes, trop inégalement répartis, entre les pays et à l'intérieur des pays, pour produire un affect commun capable de structurer une communauté politique de la mondialisation économique et sociale. »

« **Un régime général d'échange international libéralisé est-il soutenable ? Si la réponse est « oui, à la condition d'institutions » qui ne seront pas là de sitôt... c'est que la réponse est non. Il aurait fallu, dans l'ordre, d'abord construire une véritable institution du commerce international, puis libéraliser celui-ci. Et si incapable, s'abstenir.** »

Points de vue sur le Blairisme.

Nathalie Zenon.

Comme il est bon de comprendre les raisonnements de nos adversaires, je veux partager avec vous un intéressant exposé de Patrick Le Galès sur le Blairisme, entendu récemment dans le cadre d'une université d'été.

Voici, selon ce chercheur du CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po), les **trois idées de base** de Tony Blair au moment où il parvient au pouvoir en Grande Bretagne:

- Impossible de revenir en arrière, c'est-à-dire avant les 19 ans de gouvernement de droite, car la mondialisation a changé la donne. Il faut commencer par retrouver des marges de manoeuvre financières, quitte à donner des gages au Marché en libéralisant par exemple la Banque centrale. Et développer la compétitivité des entreprises britanniques, que ce soit par la carotte ou par le bâton, encourager les innovations.

- Il faut mobiliser l'Etat, en particulier par une relance d'investissement public. Il faut transformer les modes de pilotage de l'Etat en multipliant les indicateurs de performance (d'où la multiplication des bases de données dans tous les domaines) et donner des objectifs d'évolution des performances. Tous les hôpitaux, les universités, toutes les administrations doivent être classées et l'on doit récompenser les mieux classées par des fonds publics, et fermer les moins bonnes. Cela demande une administration centrale importante pour faire les audits, les contrôles, les évaluations.

- Il faut s'intéresser aux classes moyennes et supérieures plutôt qu'aux classes populaires, et transformer le Parti des Travailleurs en machine électorale performante (production de slogans, communication politique activiste).

Il ne vous aura pas échappé que Nicolas Sarkozy a repris un certain nombre d'idées de Tony Blair dans sa campagne électorale. D'où l'intérêt de l'interview de Tony Blair cet été, qui se dit très déçu par les premiers mois de la présidence de Nicolas Sarkozy, reprochant à ce dernier d'être démagogue, de promettre bien plus qu'il ne pourra tenir, de n'avoir rien fait pour la dette de la France (qui, rappelons-le, représente 63% de notre PIB!) et d'enlever ainsi à notre pays toute capacité d'action politique.

Mon avis: le Blairisme a eu l'intérêt d'analyser le passé, de regarder par delà ses frontières et d'y rechercher les bonnes idées, de penser les politiques publiques sur le long terme. Il n'a eu qu'un tort, fondateur, c'est de faire une analyse fautive de la mondialisation.

Pour aller plus loin: « Tony Blair 1997-2007, le bilan des réformes », par Florence Faucher-King et Patrick Le Galès, éd Presses de Science Po 2007

Un autre livre, dont l'auteur vit en Grande-Bretagne depuis plus de vingt ans, est au contraire extrêmement critique vis à vis du Blairisme. Les mécanismes de contrôle ont amené une bureaucratie paralysante, ce qui entraîne un travail moins productif que chez les voisins européens. La question des retraites n'est absolument pas réglée. Le déficit budgétaire s'aggrave. Le chômage monte en flèche et fait des ravages malgré les chiffres officiels qui « oublient » de comptabiliser une partie de la population. Le fossé entre riches et pauvres (un quart de la population) se creuse ; un enfant sur trois vit en dessous du seuil de pauvreté. Le surendettement personnel devient dramatique, avec une explosion de la consommation à crédit et une disparition de l'épargne. Du côté de l'éducation, 40 % des adolescents quittent tout système éducatif à 18 ans. Enfin, le secteur public est dilapidé, le privé y appliquant désormais ses règles propres de priorité au profit sur le bien commun.

Le royaume enchanté de Tony Blair, par Philippe Auclair, éd Fayard 2006

Le meilleur moyen de perdre une bataille est de méconnaître son adversaire et de le sous-estimer. Croire que Sarkozy se situe dans la continuité de Chirac, du gaullisme historique ou du libéralisme « classique » est une grande erreur ; il existe une vraie spécificité de Sarkozy, comme l'analyse très justement le court ouvrage d'Alain Bergounioux et de Caroline Werkoff-Leloup « Les habits neufs de la droite française » (Fondation Jean-Jaurès, chez Plon), ouvrage dont je vous recommande la lecture, et dont sont tirées la plupart des notes ci-dessous.

Au premier abord, le moins qu'on puisse dire est que saisir le système idéologique qui fait aujourd'hui le « sarkozysme » semble difficile : tour à tour libéral, réformiste, dirigiste, gaulliste, réactionnaire, extrémiste, atlantiste, et on en oublie, le personnage se présente sous de multiples facettes.

Mais il ne faut pas s'y tromper, **le discours de Sarkozy et son action relèvent d'une pensée constante, structurée.** Depuis plusieurs années, il poursuit trois grands objectifs : faire le plein de la droite, entamer durablement l'extrême droite, et dérouter une partie de la gauche. Pour ce faire, il se place dans une posture de double opposition, à la gauche évidemment, mais aussi au chiraquisme et à ses politiques.

Ce positionnement lui permet d'avancer l'idée de « rupture », ce qui a l'avantage de passer sous le tapis le bilan gouvernemental catastrophique auquel il a très largement contribué depuis cinq ans, puis de présenter son action comme un « renouveau » politique.

Le discours sarkozyen est ensuite construit autour de quelques « valeurs » dont la liste n'a pas vraiment varié dans le temps, et de leur répétition presque obsessionnelle : le travail comme facteur d'émancipation et de libération, le mérite, le respect de l'autorité, la volonté qui permet de se dépasser, la solidarité envers les plus démunis - du moins si elle ne s'exprime pas dans l'assistance - la famille, notamment en liant le travail à la transmission du patrimoine, et enfin la patrie, c'est à dire la France et la République, qui doivent être aimées en retour de leur générosité. Le problème de l'identité nationale (et ses dérivés telles que le projet des « tests ADN » par exemple) se trouve alors tout naturellement central.

Toutes ces « valeurs » sont traversées par l'idée de liberté - au sens du libre choix de l'individu : la liberté de travailler, le mérite qui libère, en récompensant l'effort, le respect de l'autorité qui permet l'exercice des libertés, la solidarité qui, si l'on ose dire, se mérite aussi, la volonté qui distingue entre les hommes, et au-dessus du système, la patrie qui fixe les règles. On remarquera au passage la respectabilité nouvelle de certaines approches du FN, désormais parfaitement intégrées.

Tout cela offre une cohérence, simpliste et pas vraiment nouvelle, mais réelle, dont le principe fondateur est clair : **tout est vu à partir de l'individu,** de ses droits et de ses devoirs dont Sarkozy entend maintenir l'équilibre. Cette manière de poser les problèmes permet évidemment d'**éluder l'analyse sociale** et les réalités collectives et migratoires qui font également une société, mais - si elle a l'avantage de rassembler la droite - elle présente l'inconvénient de donner à son porteur une image de conservatisme.

Pour éviter ce piège, Sarkozy se donne alors deux grandes « facilités rhétoriques ».

La première est **de systématiquement peindre en noir les trois dernières décennies.** Le mal-être des français, le découragement, le manque de politique industrielle, la dette, la fragilité de notre économie, le modèle social français - qui n'est tout simplement plus un modèle - tout y passe. On pourrait s'attendre à ce que devant une telle masse d'échecs, Sarkozy propose une critique des erreurs de la gauche et, disons, des insuffisances de la droite.

Pas du tout. Car c'est là que se situe la deuxième facilité du discours ; cet état catastrophique du pays s'explique par une cause unique : l'inversion des valeurs. La gauche décourage l'initiative, punit la réussite. Elle confond l'égalité et l'égalitarisme, la solidarité et l'assistanat, la justice et le nivellement, le patriotisme et l'internationalisme, la distribution et la création de richesses. Tout ceci a été fixé une fois pour toutes en **mai 68**, vu pour le coup comme une sorte de **« péché originel » de la gauche actuelle.**

Le « tout va mal et ça s'explique facilement » présente trois grands avantages dans la rhétorique présidentielle, désormais bien rôdée.

D'abord, on évite d'entrer dans l'examen de la réalité et de toute sa complexité, pour générer un discours cohérent, simple à comprendre et à véhiculer. Ensuite, on instruit un procès commode en responsabilité, non seulement de la gauche, mais aussi de la droite qui a pu tolérer un tel laxisme idéologique. Enfin et surtout, on laisse penser aux citoyens-électeurs que tout est finalement une affaire de volonté. Il suffirait au fond, de désigner aux Français les bons objectifs et les repères exacts.

« J'ai la conviction - écrit Sarkozy dans son dernier livre, « Témoignages » - que dans la profondeur de la société française, il y a une forte demande en faveur de la restauration des valeurs de la droite républicaine : le travail, l'autorité, la famille, la responsabilité individuelle ». Tout est dit, et ceci devrait normalement éveiller des souvenirs.

Il est vrai que **Sarkozy évoque constamment – ou invoque – les grands principes républicains. Mais leur contenu est vidé de leur sens :** les libertés sont contredites par les exigences de sécurité d'une société de « surveillance », l'égalité l'est par une politique fiscale à l'avantage exclusif de la rente et des privilégiés, la laïcité est relativisée par le rôle donné aux religions et aux communautés.

On remarque alors que **la société ainsi esquissée est éminemment porteuse de conflits :** c'est là que la communication politique de Sarkozy prend tout son sens. Celle-ci comporte bien sûr une part de « technique » (il crée l'événement ou le monte en épingle, puis il passe d'un domaine à un autre très rapidement, et de façon incessante) ; mais il ajoute en propre la « culture du conflit ». Sa communication se situe toujours sous tension, privilégiant ainsi une mise en scène - non pas dynamique - mais agitée, voire violente de la société, d'autant plus qu'il adosse souvent ses interventions à des faits divers sordides.

Sa communication rejoint en quelque sorte les « idées » et la conception politique qui la portent.

C'est en ce sens que le sarkozysme est inquiétant. Mais **sa fuite en avant obligée et ses mises en scène continuelles le rendent à terme fragile et vulnérable, face aux réalités économiques, sociales et internationales.**

A nous d'agir.

La première victime *par Bernard Blavette*

A quelques jours d'intervalle quatre étrangers en situation irrégulière viennent de se défenster, l'une d'entre eux ayant payé ce geste de sa vie. Il s'agit en fait d'un symbole, de la première victime dont Sarkozy est directement responsables en tant que Président de la République. Gageons que la liste pourrait s'allonger et pas seulement avec des étrangers.

Mais posons nous la question : pourquoi se jette-t-on dans le vide ? Evidemment parce qu'on est désespéré, affolé, dans une situation que l'on estime sans issue. Il en est ainsi lors d'un tremblement de terre quand on sent le bâtiment s'effondrer, lorsqu'on est cerné par les flammes, ou bien encore lorsque...la Gestapo ou le KGB frappent à la porte. Peut-on imaginer le degré de peur que devaient avoir atteint ces individus : peur d'être séparés pour longtemps de leur famille, peur de retrouver la faim et la misère, ou les geôles d'un gouvernement qui, bien que soutenu par les « Démocraties », n'est pas pour autant regardant sur le respect des Droits Humains comme il en existe tant dans les pays pauvres. Peur tout simplement de la brutalité de la police de notre « République ». Après tout la rafle du Vel d'Hiv n'est pas si loin, et les nostalgiques probablement plus nombreux que ce que l'on imagine.

Il y a donc eu un mort, un mort dans l'indifférence : il y avait quelques centaines de personnes à la manifestation, il y aurait dû y en avoir des milliers. Or les années trente du XXe siècle ont largement montré que la soumission et l'indifférence conduisent directement à la catastrophe : lorsqu'on commence à fermer les yeux sur l'inacceptable un engrenage fatal s'enclenche très vite.

Sarkozy par cynisme et / ou conviction est parvenu à banaliser et rendre présentable les délires du Front National. Qui sait où cela va nous conduire ? Les fascismes du XXe siècle ne sont pas le produit d'une génération spontanée. Ils sont le résultat d'un processus couvrant un demi siècle au moins. Spéculations pseudo scientifiques sur les races supérieures (on dirait aujourd'hui « supériorité génétique »), darwinisme social, racisme, aveuglement des « élites », lâchetés et trahisons en tous genres ont préparé le terrain.

Cela ne vous rappelle-t-il vraiment rien ?

On peut espérer que Sarkozy rejoindra un jour le fin fond des poubelles de l'histoire. Mais il nous laissera au milieu d'un champ de ruines.

Bien sûr il sera le principal responsable, mais chacun d'entre nous y sera aussi pour beaucoup.

Éducation populaire. Voilà qui m'a attirée dès le début – pas seulement cela, bien sûr.

J'apprécie les articles de fond et en lis avec soin une partie... mais j'avoue que de tous ceux que je reçois, de tous ceux qui se trouvent sur les documents Attac j'en abandonne une bonne partie. Et je cherche, sans guère trouver, des articles simples, sans être pauvres ; faciles à lire, intéressants.

Je ne suis pas seule à réagir ainsi, plus d'une personne m'a dit : je n'arrive pas à lire tous ces textes ; ça me décourage.

Qu'est-ce qu'Attac peut me répondre à cela, me proposer ?

Il y a aussi d'autres façons de s'adresser à nous, de nous donner des arguments : par exemple ce "petit" livre de Pierre Rabhi "La part du colibri". Je le fais voyager autour de moi. Et aussi ce poème chanté de Michèle Bernard "Alors c'est fini", à lire ci-dessous. À vous lire.

Louise BonneNouvelle

Une lecture stimulante : « Menace sur l'humanité à l'ère des prédateurs », d'Alain Grielen

Questions contemporaines, L'Harmattan, Paris, 2006, 63 pages, 10, 50 €

Ce petit livre est particulièrement bien venu pour aider tout citoyen qui le souhaite à dissiper le rideau de fumée entretenu par les principaux médias et par une grande majorité du monde politique sur les agissements des puissances financières qui mènent le monde avec des conséquences redoutables pour la planète et l'avenir de l'Humanité.

L'auteur n'est ni économiste ni historien de métier. C'est un citoyen éclairé, un "honnête homme" au sens classique du terme. Il a voulu faire partager à ses concitoyens la **révolte** de sa conscience et de sa raison **devant les périls mortels que la prédation universelle** opérée par les nouveaux maîtres du monde **fait courir à l'avenir même de l'espèce humaine et de la vie sur terre.**

En soixante trois pages d'une **écriture alerte** et d'une **présentation très claire**, Alain Grielen appuie sa démonstration sur un grand nombre de faits précis, de chiffres irréfutables, de dates, de citations, qui constituent une source d'informations directement utilisables, facilement assimilables par le lecteur. Loin d'être pesante, l'érudition de l'auteur donne une grande force à la démonstration. Les militants y puiseront sans peine de quoi nourrir tracts, interventions, articles...

Mérite particulier et originalité du livre, il dépasse la traditionnelle description critique de la mondialisation financière néo-libérale. Il lui donne en effet, sobriement, un **éclairage historique** qu'il faut habituellement aller chercher dans les ouvrages savants consacrés à l'histoire économique et sociale. Il contient ainsi des rappels utiles sur le choc plus que séculaire entre la difficile marche de l'humanité vers la démocratie et le déni permanent de démocratie que constitue la volonté de confiscation des pouvoirs par les détenteurs du capital.

Dans cette approche historique, l'auteur s'arrête sur quelques époques charnières: industrialisation du 19^e siècle, grande crise des années 25-35, "Trente Glorieuses", offensive néo-libérale reagano-thatchérienne. Pour chacune de ces périodes, il compare les évolutions aux Etats-Unis et en Europe occidentale, notamment en France. C'est une heureuse innovation et sa concision sait ne pas être sommaire.

Alain Grielen conclut sur un cri d'alarme et un appel à **"réagir quand il en est encore temps"**.

Ce livre dense et concis est à mettre entre toutes les mains, y compris celles des étudiants et lycéens: il les aidera à chasser de leur esprit la "pensée unique" dont on les gave quotidiennement.

Daniel Monteux

Alain Grielen est adhérent d'ATTAC, à Fontenay.

Collectif 92 de défense de la sécurité sociale et de ses centres.

Contre les franchises médicales, pour l'accès aux soins pour tous, ce collectif, qui a appelé à participer au meeting du 29 septembre au gymnase Japy, est soutenu par ATTAC 92, mais aussi par CGT CPAM 92, FSU 92, Solidaires 92, Sud PTT 92, syndicat de la médecine générale, mutuelles de France 92, PS 92, PC 92, LCR 92.

Si vous souhaitez y participer, merci de vous signaler auprès de Guy Gourevitch ou Bernard Blavette.

Désobéissance civique et non-violence active

Bernard Blavette a animé le jeudi 27 septembre à Courbevoie une petite causerie sur le thème de la **Désobéissance civique** et de la **non-violence active**. Ont été abordés les points suivants : fondements théoriques ; historique ; actualité ; perspectives pour l'avenir. Ceux que le sujet intéresse sont invités à contacter Bernard Blavette.

Exigeons un nouveau référendum européen en 2008.

Le "non" français et hollandais au TCE (Traité Constitutionnel Européen) en Mai -Juin 2005 a stoppé le processus de sa ratification par les Etats de l'Union Européenne (UE). Mais, à l'approche du renouvellement du Parlement européen, en Juin 2009, un projet de **"traité modificatif"** a été présenté, en Juin dernier, au Conseil européen (chefs d'Etats et de gouvernements) et celui de Lisbonne des 18-19 Octobre prochains devra se prononcer sur le sujet. En cas d'adoption, probable, ce projet sera soumis à la ratification des 27 Etats membres de l'UE avant les élections de Juin 2009.

En quoi ce "traité modificatif" diffère-t-il du TCE?

Par quel moyen sera-t-il ratifié par les Etats: référendum ou vote des Parlements nationaux?

Une copie conforme du TCE

Les modifications ne sont en effet présentes qu'à dose homéopathique.

En ce qui concerne les **Institutions** (1^{ère} partie du TCE) les seules modifications à signaler consistent en l'augmentation, limitée, des rôles du Parlement européen et des Parlements nationaux. En effet, le nombre de questions qui seront tranchées par la procédure de co-décision (Conseil des ministres + Parlement européen) au lieu du Conseil des Ministres seul, augmente quelque peu et les Parlements nationaux pourront protester contre un projet de loi, mais seulement au niveau de sa "conformité juridique" et non sur le fond.

Quant aux autres nouveautés, par rapport au traité de Nice actuellement en vigueur, ce sont celles du TCE, à savoir:

- L'Union sera dotée d'une personnalité juridique qui lui permettra de signer des accords internationaux au nom des 27 Etats.

- Création des postes de Président du Conseil (mandat de 2,5 ans renouvelable 1 fois) et de Haut représentant aux Affaires étrangères.

Le fonctionnement de l'UE demeurera donc marqué par un **profond déficit démocratique** dû à la confusion des pouvoirs. En effet, le pouvoir décisionnel appartiendra toujours au Conseil des Ministres, non élu puisque représentant les exécutifs nationaux, alors que le Parlement, seul organe élu au suffrage universel, ne sera toujours pas, dans de nombreux domaines, associé à ce pouvoir législatif. Et c'est la Commission, non élue mais formée de technocrates soumis à la pression des lobbies qui continuera à exercer l'essentiel des pouvoirs: une partie du pouvoir législatif (initiative et rédaction des lois) et du judiciaire (surveillance de l'application des lois), en plus de l'exécutif.

La Charte des droits fondamentaux (2^e partie du TCE) n'a pas été intégrée au "traité modificatif" mais il est précisé qu'elle "sera proclamée, solennellement, par le Parlement européen, le Conseil et la Commission, le jour de la signature du traité" et que son existence "a la même valeur juridique" que le traité.

Quant au contenu, il est inchangé. Rappelons-nous néanmoins que seul "le droit de travailler" est proclamé et pas le droit au travail ni à l'emploi, que le "droit d'accès aux prestations sociales et aux services sociaux" (là où ils existent) est également présent mais pas le droit à des prestations sociales et que les droits à l'avortement et à la contraception ne sont pas reconnus.

La solidarité n'est donc toujours pas une valeur ni un objectif de l'Union et ce traité ne crée pas de droit social européen puisque l'application de ces soi-disant "droits fondamentaux" est laissée à la discrétion des Etats.

Quant aux **politiques et au fonctionnement de l'UE**, (3^e partie du TCE), ils sont bien là également et tout aussi conformes que le reste au contenu du TCE

- L'indépendance de la BCE (Banque Centrale Européenne) est réaffirmée.

- Le lien avec l'OTAN est même renforcé et le développement des capacités militaires encouragé pour lutter contre le terrorisme.

- Ce traité demeure tout aussi équivoque que le TCE en ce qui concerne les Services publics, mal définis.

- Le libre-échange généralisé et la libre circulation des capitaux restent les objectifs essentiels des politiques européennes.

Et que penser des propos de N. Sarkozy, largement médiatisés, prétendant que "la concurrence libre et non faussée" a disparu des objectifs de l'Union pour respecter le vote des citoyens français du 29 Mai 2005 quand on lit, dans le Protocole 6, « le marché intérieur » tel qu'il est défini à l'article 3 du traité sur l'UE comprend un système garantissant que la concurrence n'est pas faussée"!!

Ne nous laissons donc pas abuser: **la dictature du marché est bien confirmée et l'UE restera un espace privilégié de promotion des politiques libérales** dans lequel les Etats et les citoyens, sont dépossédés de toute possibilité d'intervention et de régulation de l'Economie.

Comment, dans ces conditions ne pas confirmer les propos de **Valéry Giscard d'Estaing**, aussi cyniques soient-ils: **"les gouvernements européens se sont ainsi mis d'accord sur des changements cosmétiques à la Constitution pour qu'elle soit plus facile à avaler"!!!**

Référendum ou vote des Parlements

La plupart des gouvernements européens ont déjà annoncé qu'ils feront adopter ce projet par leur Parlement national avant les élections européennes de 2009. En France, N Sarkozy l'a proclamé dès sa campagne présidentielle. Pourquoi tant de précipitation?

Ceci prouve la méfiance des instances européennes envers le débat démocratique, la volonté constante de tenir le citoyen à l'écart de la construction européenne.

Et pourtant, ce soi-disant "mini-traité" (selon N Sarkozy) comporte à nouveau plusieurs centaines de pages, y compris les Protocoles et Déclarations, et de plus, faisant constamment référence aux traités antérieurs, il est tout aussi incompréhensible par tout un chacun que ne l'était le TCE.

D'autre part, on ne peut pas, à la fois, déplorer le manque d'implication citoyenne dans les élections européennes, avant 2005, et ne pas profiter du formidable élan populaire de la campagne référendaire pour continuer à "européaniser" les citoyens.

Et, de la similitude des deux textes, ne concluons pas que le "non" du 29 Mai n'a servi à rien. En effet, nous ne sommes plus aujourd'hui face à une Constitution mais à un simple traité et la différence n'est pas que symbolique, quoiqu'en disent certains. La Constitution est le texte législatif suprême et, de ce fait, se change beaucoup moins facilement: rappelons-nous que les traités qui se sont succédé depuis la création de l'Europe ont eu une durée moyenne de vie de 10 ans alors que le TCE, selon son propre auteur (VGE) était censé durer au moins 50 ans (souvenons-nous aussi que notre 3^e République a duré 75 ans et que nous sommes dans la 5^e depuis 50 ans!).

Pour ce qui concerne la France, l'alternative nous semble s'imposer d'elle-même:

- ou l'on reconnaît la similitude des 2 textes et le "non" du 29 Mai 2005 est toujours

- ou l'on prétend s'être efforcé de respecter la volonté populaire et pourquoi craindre de demander à nouveau l'avis des citoyens?

La crise financière actuelle semble ébranler quelque peu les certitudes des néo-libéraux. **Profitez de ce moment de doute pour exiger un nouveau référendum** qui nous permettra de clarifier les vrais problèmes et d'avancer nos alternatives, à savoir: Quelle Europe voulons-nous construire?: celle des gouvernements ou celle des peuples? une Europe néo-libérale ou une Europe démocratique et sociale? Un tel débat est nécessaire si l'on veut avancer sur la question.

Le Groupe Europe du 92.

Je suis riche. Je suis riche de ma pauvreté, le croyez vous ?

1. Sur mon dos est la seule chemise que je possède
Bien trop vieille, si usée, mais toujours me protège
Mon pantalon percé, le fil de mes souliers
Dans ma demeure il fait frais l'hiver chaud l'été

2. Parfois l'estomac vide, le corps à l'abandon
J'espère que demain fera meilleure rançon
Naïf, idéaliste, que j'aime la confiance
En les hommes je place toute mon espérance

3. A bien vous écouter presque on vous entendrait
Vous demander de qui je dois vivre au crochet
Quelle existence voila, se moque-t-il de nous
Vivre comme un pouilleux, il faudrait être fou

4. Tu voudrais nous faire croire qu'il y a un intérêt
A refuser la mode, le confort, le progrès ?
C'est une vieille rengaine trop souvent déclamée
Par les cigales comme toi qui ne savent que chanter

5. Ma pauvreté est ma richesse, elle m'accompagne
Elle m'a offert bien plus que vous n'imaginez
Des trésors de rêves, des villes d'amitié
Des palais grand ouverts, des étoiles par milliers

7. Elle m'a fait le plus merveilleux des cadeaux
Que contre moi je garde, chéri et protégé
Il s'appelle innocence ce n'est pas un secret
Comme une main tendue, l'innocence est si vraie

9. Je ne veux rien que la terre, refuge de mes brebis
L'eau pure de la rivière, les arbres et leurs fruits
Droit debout me tenir, respirer l'infini
Etre un homme fier et digne qui donne et puis oublie

11. Malgré l'immense colère lorsque l'on m'a tout pris
Mon prochain trop heureux jamais je n'ai haï
Simple je voulais être, humble je resterai
Car je suis riche d'une chose c'est la pauvreté.

6. De sourire et de vivre elle m'a donné le temps
De ressentir cette joie à l'heure de la pluie
De respirer, de voir et d'aimer plus que tout
Comme l'air d'être libre, pas à moi, ni à vous

8. La terre est vaste pourtant il faut que vous sachiez
Que dans ma main elle tient, luciole égarée
Elle brille, puis s'éteint, puis brille à nouveau
Me regarde, m'étreint, tourne toujours plus haut

10. Je crois qu'il y a méprise aussi qu'on me pardonne
Reprenez votre argent ne faites pas l'aumône
Si votre cœur est pur et le geste sincère
Vous trouverez au fond ce qu'il vous reste à faire

Olivier Toffin. Bangalore, Inde, 15 avril 2007

*Quand le dernier arbre sera abattu, la dernière rivière empoisonnée, le dernier poisson pêché,
alors vous découvrirez ...que l'argent ne se mange pas. (Un sage indien)*

Alors c'est fini Michèle Bernard

1. Alors c'est fini, on change plus la vie,
On descend les calicots, on rentre chez soi illico.
On pose les pavés, bien assez rêvé
Et nos slogans de blaibla, ils sont bons pour l'caniveau.
C'était une folie mais c'est bien fini.
On change plus la vie, on change plus la vie.

3. Alors c'est fini, on change plus la vie .
Va le dire au Pakistan au petit bonhomme charmant
qui cueille de ses mains, la fleur de jasmin
Au parfum si envoûtant le soir dans les restaurants.
À six ans et demi, dis-lui c'est fini.
On change plus la vie, on change plus la vie.

2. Alors c'est fini, on change plus la vie.
Va dire ça au p'tit Roumain, sur son grabat d'orphelin,
Va l' dire à Gaza, au p'tit Mustapha
Qui s'est trouvé comme joujoux, des barbelés, des cailloux.
Dis-lui, mon petit, le monde est ainsi,
On change plus la vie, on change plus la vie.

4. Alors c'est fini, on change plus la vie.
Dis-le avant qu'on la baise à Wimsa la Thaïlandaise
Qui attend d'un air triste le car des touristes
Qui défilent sur sa couette ; quatorze ans et si experte.
Et oui, ma jolie, le monde est ainsi.
On change pas la vie, on change pas la vie.

Agenda

23 octobre, à Bagneux

projection de **SISCKO**, film de **Michael Moore**, suivie d'un **débat** animé par **Bernard TEPPER** (commission Santé d'ATTAC, coordinateur du collectif national anti-franchises sarkozistes, président de l'UFAL), avec la participation de médecins, responsables associatifs, politiques, syndicaux..... au Théâtre Victor Hugo

24 octobre, à 20h30, à Clamart :

grand débat public, en salle des fêtes de la Mairie,
« **Contre les franchises médicales** », avec l'économiste **Pierre Volovitch**

25 et 26 octobre, à 20h30, à Nanterre :

les Chemins de la Belle Saison **spectacle musical** de chansons de l'époque de 1936, par les chorales d'Aubervilliers, de Montreuil, de l'Ile St Denis, de Courbevoie, du CE de la RATP.
Contact : 06 74 10 30 72
aux Arènes de Nanterre, au fond de l'Université (RER Nanterre Université).
Réserver au 01 47 60 14 95. 10 euros et 7euros 50 pour les nanterriens

9 novembre, à 20 H 30, à Montrouge

Le défi des économies modernes. Comment sauver la Sécu en changeant le système de santé.
Réunion-débat, avec André Cicolella, au café du 7, rue Sadi Carnot

1er décembre, à 20 h, à Nanterre :

Soirée poétique et musicale avec interaction du public: Roland et Eric. Au Théâtre municipal de Nanterre. Réserver au 06 77 37 3 55 et au 01 47 60 14 95 Entrée : 7,50 €, boissons comprises

Adresses utiles

Siège social: 53, boulevard Henri sellier 92150 Suresnes. attac92@attac.org **Site internet:** <http://www.local.attac.org/attac92>

Composition du bureau : président : Guy Gourevitch ; secrétaire général Bernard Blavette ; trésorier Hubert Guérinet.
Jacques Pinoteau est secrétaire général adjoint.

Chargés de mission :

Correspondant électronique local : Jean-Claude Matarosso jcm1@laposte.net Gestion du fichier : Nicolas Lasman

Responsable du journal angle d'ATTAC : Jean-Paul Allétru (jean-paul.alletru@wanadoo.fr).

Responsable du site ATTAC92 : Jean Louis Montel web.attac92@attac.org

Merci de signaler votre départ du 92, votre changement d'adresse, votre changement de courriel, votre arrivée dans un nouveau groupe de proximité au courriel du Comité Local : attac92@attac.org

Commissions :

- Europe : Marie Catherine DESAULTY 01 43 50 74 64 mc.desaulty@free.fr

- Energie : Claude VOJTOVIC linette12@infonie.fr

- Manifeste : Michel Berger michel-berger@wanadoo.fr

Angle d'attac 103, Avenue Achille Péretti – 92000 Neuilly

Responsables de la publication : Guy Gourevitch (guy.gourevitch@freesurf.fr), Bernard Blavette (bernard.blavette@wanadoo.fr)